



Assemblée générale

Distr. générale
13 août 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 37 de l'ordre du jour provisoire*

Question de Palestine

Les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : bouclage de la bande de Gaza et restrictions

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport établi par le secrétariat de la CNUCED.

* [A/75/150](#).



Rapport établi par le secrétariat de la CNUCED sur les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : bouclage de la bande de Gaza et restrictions

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 74/10 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a demandé à la CNUCED de continuer de lui faire rapport sur les coûts économiques qu'entraînait l'occupation israélienne pour le peuple palestinien.

Depuis que le Hamas a pris le contrôle de Gaza, 2 millions de Palestiniens subissent un bouclage prolongé et des restrictions draconiennes de l'activité économique et de la circulation imposés par Israël, qui correspondent de fait à un blocus sur les 365 km² de la bande de Gaza. En outre, la bande de Gaza a fait l'objet de trois grandes vagues d'hostilités militaires depuis 2008. Il en résulte que l'économie régionale de Gaza est au bord de l'effondrement et que le commerce est sévèrement restreint par rapport au reste de l'économie palestinienne et au reste du monde. Entre 2007 et 2017, le taux de pauvreté à Gaza est passé de 40 à 56 %, l'écart de pauvreté est passé de 14 à 20 %, et le coût annuel minimum de l'élimination de la pauvreté a quadruplé, passant de 209 millions de dollars à 838 millions de dollars (en dollars constants de 2015).

L'endogénéité, le chevauchement des différents facteurs de causalité et les problèmes de mesure limitent les méthodes qui pourraient être utilisées pour estimer le coût que le bouclage prolongé et les restrictions sévères sur le plan de l'économie et de la circulation à Gaza, ainsi que les trois grandes opérations militaires qui ont eu lieu au cours de la période 2007-2018, entraînent pour le peuple palestinien. En outre, le coût du bouclage et des restrictions ne peut être mesuré séparément de celui des opérations militaires. Néanmoins, une estimation des trajectoires de croissance (scénarios) hypothétiques pour Gaza – ne faisant pas cas du bouclage, des restrictions et des opérations militaires – à partir de 2007 permet de se faire une idée des pertes économiques [en produit intérieur brut (PIB)] en mesurant l'écart entre ces scénarios et les valeurs historiques du PIB.

Sur la période 2007-2018, selon une analyse économétrique des données tirées d'enquêtes auprès des ménages, le coût économique cumulé de l'occupation israélienne à Gaza imputable au bouclage prolongé, aux restrictions sévères en matière d'économie et de circulation et aux opérations militaires serait estimé à 16,7 milliards de dollars (dollars constants de 2015), soit six fois la valeur du PIB de Gaza, ou 107 % du PIB palestinien, en 2018. Selon l'analyse des scénarios, si les tendances d'avant 2007 s'étaient poursuivies, le taux de pauvreté à Gaza aurait pu être de 15 % en 2017 au lieu de 56 %, tandis que l'écart de pauvreté aurait pu être de 4,2 % au lieu de 20 %.

La levée du blocus de fait de Gaza est essentielle pour permettre le commerce libre avec le reste du Territoire palestinien occupé et d'autres régions du monde et pour rétablir le droit à la libre circulation pour les affaires, les soins médicaux, l'éducation, les loisirs et les liens familiaux. Ce n'est qu'en levant complètement ce bouclage incapacitant, conformément à la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité, que l'on pourra espérer endiguer durablement la crise humanitaire.

I. Introduction, objet et finalité

1. Depuis 13 ans, suite à la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas en juin 2007, le peuple palestinien qui y vit est sous le joug d'un bouclage prolongé et de restrictions draconiennes de l'activité économique et de la circulation imposés par Israël, qui correspondent de fait à un blocus. Concrètement, près de 2 millions de personnes sont essentiellement confinées dans une enclave de 365 km² dont la densité de population est l'une des plus élevées au monde. L'entrée des marchandises dans la bande de Gaza a été réduite aux seuls produits humanitaires de base¹. Outre le bouclage prolongé et les sévères restrictions de l'activité économique et de la circulation, Gaza a fait l'objet de trois grandes vagues d'hostilités sur une période de six ans (à partir de décembre 2008) qui ont causé la destruction des capacités de production, tandis que la grave crise qui a suivi a plongé la bande de Gaza dans une crise humanitaire et l'a condamnée à une profonde dépendance à l'égard de l'aide. De plus, la division intra-palestinienne est une source de problèmes de taille pour le développement de Gaza.

1. Se concentrant sur la période antérieure à 2012, l'ONU a appelé l'attention sur le fait qu'il fallait inverser les tendances en cours, pour faire de Gaza un endroit où l'on puisse vivre à nouveau en 2020². Aujourd'hui, en 2020, selon l'analyse exposée dans le présent rapport, Gaza a connu l'une des pires performances économiques mondiales et enregistré le taux de chômage le plus élevé du monde³, et plus de la moitié de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. La grande majorité de la population n'a pas accès à l'eau potable, à l'électricité ou à un réseau d'égout adéquat, et on observe dans la bande de Gaza une importante détérioration de l'environnement. Depuis le début du bouclage et des sévères restrictions de l'activité économique et de la circulation en 2007, le peuple palestinien de Gaza a connu 13 années de détérioration continue de ses conditions de vie. Des efforts de relance ont été faits, avec des interventions axées sur l'aide humanitaire et les grandes infrastructures et autres projets de développement.

2. Le présent rapport a pour objet de faire le point sur la situation et d'estimer le coût économique du bouclage et des restrictions israéliennes ainsi que des hostilités récurrentes pour le peuple palestinien dans la bande de Gaza, en mettant l'accent sur les conditions socio-économiques des ménages au cours de la période 2007-2018⁴. Premièrement, le rapport utilise l'enquête sur les dépenses et la consommation des ménages et les données du recensement pour estimer les effets du bouclage, des restrictions et des opérations militaires israéliennes sur : a) le taux et l'écart de pauvreté au niveau des ménages ; b) le coût minimum de l'élimination de la pauvreté. Deuxièmement, on trouvera dans le rapport une estimation du coût économique à l'aune du potentiel de croissance qui aurait pu être réalisé si le bouclage, les restrictions et les opérations militaires n'avaient pas eu lieu. Troisièmement, y figure une série de recommandations visant à atténuer les incidences du bouclage et des restrictions en cours à Gaza.

4. Il convient de souligner que la portée des estimations figurant dans le rapport est limitée au coût économique de l'occupation israélienne résultant du bouclage prolongé, des restrictions sévères en matière d'économie et de circulation et des

¹ Nations Unies, « Gaza ten years later », juillet 2017.

² Nations Unies, « Gaza in 2020: A liveable place? », août 2012.

³ Bureau international du Travail (BIT), *La situation des travailleurs des territoires arabes occupés*, ILC.107/DG/APP, (Genève, 2018).

⁴ Le présent rapport porte sur cette période car elle comprend les deux derniers recensements, produits par le Bureau central palestinien de statistique, ainsi que les données macroéconomiques les plus récentes disponibles au moment de la rédaction du rapport.

opérations militaires récurrentes au cours de la période 2007-2018. Ces estimations ne prennent pas en considération la fin de l'occupation et de toutes les mesures restrictives imposées au Territoire palestinien occupé. En d'autres termes, elles ne représentent qu'une partie du coût total que l'occupation israélienne entraîne pour le peuple palestinien à Gaza.

II. Gaza : le coût du bouclage, des restrictions et des hostilités récurrentes

5. De nombreuses restrictions ont été imposées à la bande de Gaza au début des années 1990. Après la prise de contrôle par le Hamas en juin 2007, les restrictions israéliennes ont été intensifiées jusqu'à correspondre de fait à un blocus, la Puissance occupante ayant sévèrement renforcé les restrictions qu'elle impose à la circulation des biens et des personnes à destination et en provenance de Gaza. Malgré quelques fluctuations au fil des ans, les restrictions à la circulation restent sévères⁵.

A. Bouclage : terre, mer et espace aérien

6. Avant 2007, on comptait à Gaza cinq points de passage de la frontière avec Israël pour les piétons et les marchandises : Karam Abou Salim (Kerem Shalom) pour les marchandises ; Beït Hanoun (Erez) pour les piétons ; l'oléoduc Choujaïyé (Nahal Oz), fermé depuis 2010 ; Mintar (Karni), fermé depuis 2007 ; le point de passage de Sufa, fermé depuis 2008. Seuls les deux premiers points de passage restent ouverts, partiellement et pour des cas particuliers. Depuis juin 2007, les points de passage de Gaza sont fermés pendant presque toute la journée de travail, alors qu'ils étaient totalement ouverts en 1999. Dans les faits, le bouclage prolongé et les sévères restrictions des déplacements confinent étroitement 2 millions de personnes dans une zone de 365 km². Sur le plan économique, il en résulte que la circulation des marchandises et des facteurs de production (main-d'œuvre ou intrants de production) en provenance et à destination de la bande de Gaza est étroitement contrôlée.

7. En plus du contrôle qu'il exerce sur les points de passage piétonniers et commerciaux terrestres de la bande de Gaza, Israël contrôle son espace maritime et aérien. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Israël a défini une zone de risque qui s'étend sur 100 à 500 mètres de la frontière à l'intérieur de Gaza, et a institué une zone d'accès restreint ou « zone tampon » qui s'étend sur 100 à 300 mètres à l'intérieur de Gaza, à laquelle les agriculteurs ne peuvent accéder qu'à pied, ainsi qu'une zone d'accès interdit de 100 mètres le long de la frontière⁶. En outre, les terres agricoles situées à proximité de la barrière ont été détruites⁷. En mer, la zone dont l'ouverture à la pêche a été convenue dans les Accords d'Oslo doit s'étendre jusqu'à 20 milles marins (NM) de la côte, mais dépasse rarement 12 NM dans la pratique. La zone dans laquelle la pêche est autorisée par Israël se situe entre 3 et 6 NM depuis 2006 ; elle a occasionnellement été étendue à 9 NM pendant quelques semaines à la fois, et plus récemment de 12 à 15 NM. Les pêcheurs subissent des violences fréquentes, ils sont arrêtés par la marine israélienne lorsqu'ils dépassent

⁵ Nations Unies, « Gaza ten years later ».

⁶ Voir Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, « Gaza Strip: access and movement map », décembre 2018. Disponible à l'adresse suivante : www.ochaopt.org/content/gaza-strip-access-and-movement-december-2018-0.

⁷ Gisha, « Gaza up close », 2019.

les limites, leurs bateaux sont confisqués et ils font parfois l'objet de tirs, sont tués ou blessés⁸.

B. Restrictions à la circulation des personnes et des biens

8. Seuls deux points de passage sont actuellement utilisés pour la circulation des piétons à destination et en provenance de Gaza : Beït Hanoun (Erez) vers Israël et Rafah vers l'Égypte. Le point de passage d'Erez est contrôlé par Israël et son utilisation est principalement limitée aux cas humanitaires ou aux personnes ayant des permis spéciaux, en plus des commerçants et des gens d'affaires. C'est le seul point d'accès à la Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Entre 2007 et 2018, le point de passage de Rafah a été ouvert pendant 2 126 jours et fermé pendant 2 257 jours (principalement de 2014 à 2017)⁹.

9. En 2010, trois des quatre points de passage pour les marchandises entre Gaza et Israël avaient été fermés. De 2007 à 2010, Israël a imposé des restrictions supplémentaires, n'autorisant l'entrée à Gaza que des produits humanitaires de base « indispensables pour la survie de la population civile ». De juin 2007 à juin 2010, en moyenne, 2 400 camions par mois sont entrés à Gaza en provenance d'Israël, contre 10 400 en 2005¹⁰. En 2018, cette moyenne est passée à 8 970, mais elle reste inférieure au chiffre de 2005, époque où la population de Gaza était inférieure de 33 % à son niveau de 2018.

10. Selon l'organisation israélienne de défense des droits humains Gisha, d'après des documents du Ministère de la défense israélien, entre 2007 et 2010, Israël a utilisé des formules mathématiques pour déterminer la quantité minimale de marchandises pouvant être autorisée à entrer à Gaza. Ces formules étaient basées sur une estimation des stocks de biens et produits de base, de la consommation quotidienne par habitant pour chaque bien et du nombre d'habitants de Gaza. Lorsque les stocks pour des produits donnés devenaient trop bas, les autorités israéliennes en autorisaient l'entrée en plus grande quantité, sauf en cas de politique de réduction intentionnelle¹¹.

11. Une autre contrainte sur les activités productives est la liste des biens civils « à double usage » qu'Israël n'autorise pas les Palestiniens à importer parce qu'ils pourraient être utilisés à des fins militaires. La liste comprend 56 articles devant faire l'objet d'une « autorisation spéciale » pour être introduits à Gaza et en Cisjordanie, notamment des machines civiles, des pièces détachées, des engrais, des produits chimiques, des équipements médicaux, des appareils, des outils de télécommunication, des métaux, des tuyaux en acier, des fraiseuses, des équipements optiques et des aides à la navigation. Pour Gaza, la liste contient 61 articles supplémentaires, dont des matériaux de construction, des matières premières pour les secteurs productifs, par exemple le bois et les pesticides, du matériel médical, et les pompes à eau, qui sont utilisées lors des inondations saisonnières. Malgré un certain assouplissement des restrictions, en particulier pour les matériaux de construction,

⁸ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, « Gaza's fisheries: record expansion of fishing limit and relative increase in fish catch; shooting and detention incidents at sea continue », Humanitarian Bulletin: Occupied Palestinian Territory, octobre 2019. Voir aussi Gisha, « Gaza up close ».

⁹ Pour plus d'informations sur la circulation aux points de passage de Rafah et d'Erez, voir Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, base de données « Gaza Crossings: Movement of People and Goods », disponible à l'adresse : www.ochaopt.org/data/crossings.

¹⁰ Gisha, « Gaza up close ».

¹¹ Suite à une longue procédure judiciaire, Gisha a reçu des documents officiels du Ministère de la défense israélien (en hébreu) contenant les critères selon lesquels le bouclage de Gaza a été mis en œuvre jusqu'à la mi-2010. Voir www.gisha.org/UserFiles/File/MatpashDoc.pdf.

depuis l'opération militaire de 2014, les demandes d'importation d'autres articles figurant sur la liste des biens à double usage ont souvent été refusées ou sévèrement retardées¹². Au cours des derniers mois, Israël a accordé des permis non renouvelables pour certains articles, notamment à Gaza¹³.

C. Incidences des hostilités récurrentes

12. En plus du bouclage prolongé et des restrictions draconiennes de l'activité économique et de la circulation, la bande de Gaza a fait l'objet de trois grandes vagues d'hostilités consécutives sur six ans, qui ont coûté la vie à 3 804 Palestiniens et 95 Israéliens¹⁴. En octobre 2014, le Secrétaire général a déclaré que les destructions consécutives à l'opération menée entre le 8 juillet et le 26 août avaient été « indescriptibles »¹⁵.

13. Dans son rapport, l'équipe de pays des Nations Unies a déclaré que les trois opérations militaires avaient eu les effets suivants¹⁶ :

a) Au cours des hostilités qui ont duré du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, près de 1 400 Palestiniens et 13 Israéliens ont été tués, 5 380 personnes ont été blessées¹⁷ et quelque 60 000 maisons ont été endommagées ou détruites, faisant environ 20 000 sans-abris ;

b) Au cours des huit jours d'hostilités de novembre 2012, 174 Palestiniens, dont 107 civils, et 6 Israéliens, dont 3 civils, ont été tués et quelque 10 000 maisons endommagées ;

c) Au cours des hostilités du 8 juillet au 26 août 2014, 2 251 Palestiniens, dont au moins 146 civils, et 71 Israéliens, dont 5 civils, ont été tués, et 171 000 maisons ont été endommagées, dont 17 800 ont été rendues totalement inhabitables, causant le déplacement de leurs 100 000 habitants.

III. Gaza : bouclage, restrictions, hostilités récurrentes et économie

14. Au cours de la période de 24 ans allant de 1994 à 2018, le PIB réel de Gaza a augmenté de 48 % (voir fig. 1 ci-dessous), tandis que sa population a augmenté de 137 %, ce qui a entraîné une baisse de 37 % du PIB réel par habitant, qui est tombé de l'équivalent de 96 % du PIB par habitant de la Cisjordanie en 1994, à 30 % en 2018. Dans le même temps, le chômage à Gaza a augmenté de 22 points de

¹² Banque mondiale, « Economic monitoring report to the Ad Hoc Liaison Committee », 19 mars 2018.

¹³ Banque mondiale, « Economic monitoring report to the Ad Hoc Liaison Committee », 26 septembre 2019.

¹⁴ Pour plus de renseignements sur les victimes des trois opérations militaires, voir la base de données relative aux victimes du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, disponible à l'adresse suivante : www.ochaopt.org/data/casualties ; et B'Tselem, base de données « Fatalities since Operation Cast Lead », disponible sur www.btselem.org/statistics/fatalities/after-cast-lead/by-date-of-event.

¹⁵ Voir ONU Info, « In war-ravaged Gaza, Ban urges ministers of new government to unite on 'building one Palestine' », 14 octobre 2014.

¹⁶ Nations Unies, « Gaza ten years later ».

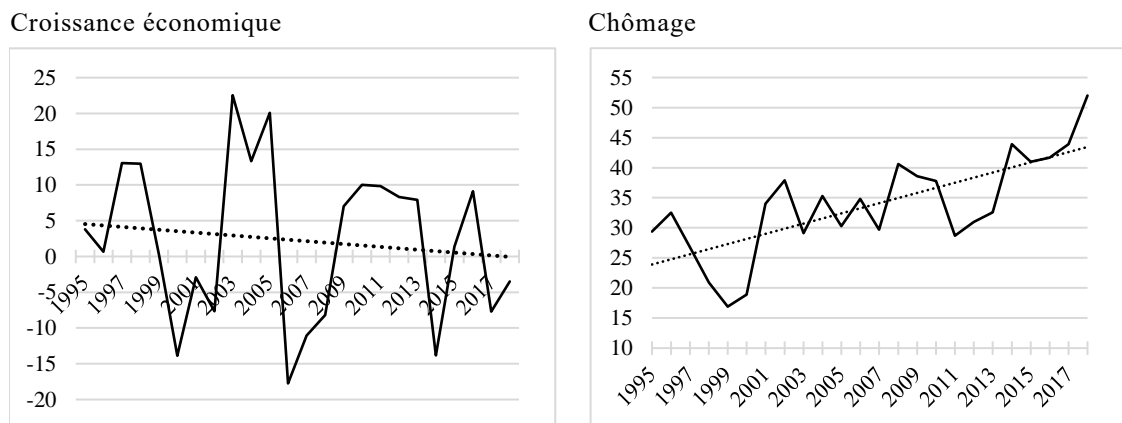
¹⁷ État de Palestine, Comité ministériel pour la reconstruction de Gaza, *Detailed Needs Assessment (DNA) and Recovery Framework for Gaza Reconstruction* (2015).

pourcentage, atteignant 52 %, soit l'un des taux les plus élevés au monde (voir fig. 1)¹⁸.

Figure 1

Bande de Gaza : croissance du PIB réel et taux de chômage de 1995 à 2018

(En pourcentage)



Source : Bureau central palestinien de statistique, données sur la comptabilité nationale et le marché du travail.

A. L'économie palestinienne dans la bande de Gaza, de 1994 à 2018

15. L'économie palestinienne à Gaza est passée par trois grandes phases. Au cours de la période 1994-1999, après la signature des Accords d'Oslo, le climat général était à l'optimisme quant à une solution concernant le statut final ; l'économie régionale de Gaza a connu une croissance annuelle moyenne de 6,1 %, tandis que celle de la Cisjordanie a augmenté de 10,7 %. En 2000, suite à la deuxième intifada, Israël a interdit aux travailleurs palestiniens de Gaza de travailler en Israël. Entre 2000 et 2006, une grande partie des infrastructures et des institutions publiques et privées palestiniennes ont été détruites, et la circulation des travailleurs et des biens palestiniens a été sévèrement restreinte. Pendant cette période, l'économie de Gaza a connu une croissance annuelle d'à peine 2 %. Gaza continue de souffrir de sévères restrictions en matière de circulation terrestre, aérienne et maritime, auxquelles s'ajoutent des hostilités récurrentes depuis juillet 2007. Dès le début du bouclage et des sévères restrictions de l'activité économique et de la circulation imposées de 2007 à 2018, la croissance économique de Gaza a fortement fluctué et n'a augmenté en moyenne que de 0,8 % par an, tandis que la Cisjordanie – également sous occupation et soumise à des restrictions et des mesures de contrôle – a connu une croissance annuelle de 6,6 %.

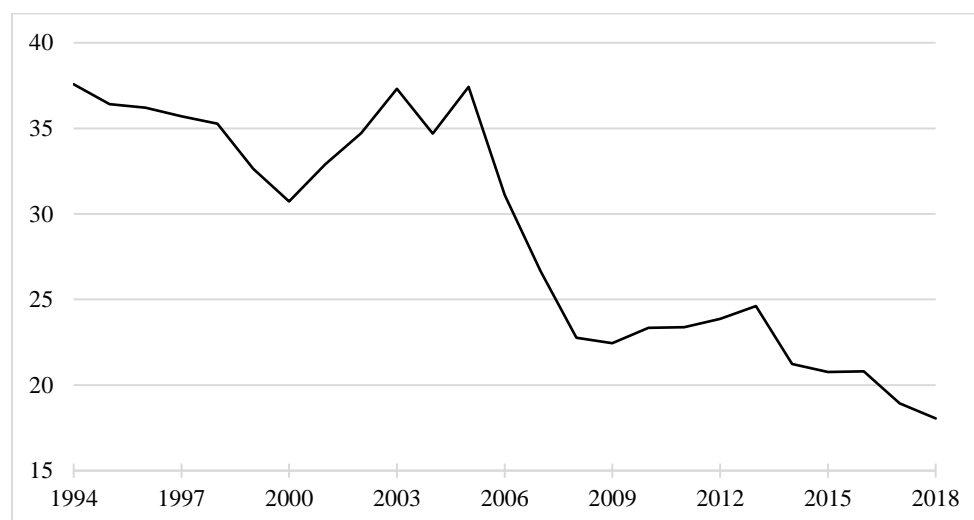
16. La part de Gaza dans l'économie palestinienne a diminué de moitié, passant de 37 % en 1995 à 18 % en 2018 (voir fig. 2). Avant 2007, elle n'était jamais descendue en dessous de 31 % et se situait en moyenne autour de 35 %. De plus, les investissements à Gaza ont pratiquement disparu, passant de 11 % du PIB en 1994 à seulement 2,7 % en 2018¹⁹. Les investissements non liés à la construction sont restés minimes, à 0,2 % du PIB.

¹⁸ BIT, *La situation des travailleurs des territoires arabes occupés*.

¹⁹ Fin 2019, le Bureau central palestinien de statistique a révisé ses données de comptabilité nationale en remontant jusqu'en 2004 : voir www.pcbs.gov.ps/Portals/_Rainbow/Documents/E_Na_accounts_2014_2015_constant.html.

Figure 2
Part de la bande de Gaza dans l'économie palestinienne

(En pourcentage du PIB)



Source : Bureau central palestinien de statistique, données de comptabilité nationale.

17. Les performances de l'économie régionale de Gaza ont toujours été bien inférieures à son potentiel en raison de l'occupation et des mesures restrictives qui l'accompagnent. Le bouclage et les restrictions sévères imposées à la bande de Gaza depuis 2007 sur le plan économique et en matière de déplacements et les hostilités récurrentes qui ont suivi continuent d'entraver la réalisation de son plein potentiel économique et ont causé une profonde crise économique et humanitaire. Le tableau 1 présente quelques indicateurs économiques pour 2006 (avant) et 2018 (après).

18. Au cours de la période de 11 ans allant de 2007 à 2018, la croissance de l'économie de Gaza n'a été que de 4,8 %. Sa part dans l'économie palestinienne a diminué de 13 points de pourcentage, passant de 31 % en 2006 à 18 % en 2018 ; le PIB par habitant a diminué de 27 %, le chômage a augmenté de 49 % et la pauvreté de 42 %. Presque toutes les composantes du PIB restent en dessous de leurs niveaux de 2006.

Tableau 1
L'économie de Gaza avant et après l'imposition du bouclage (indicateurs choisis)

Indicateur	2006	2018 (pourcentage)	Variation
Population (milliers d'habitants)	1 349	1 933	43
Densité de population (habitants/km ²)	3 696	5 296	43
PIB réel (en millions de dollars de 2015)	2 691	2 819	4,8
Part de Gaza dans le PIB du Territoire palestinien occupé (%)	31,1	18,1	-42
PIB réel par habitant (en millions de dollars de 2015)	1994	1458	-26,9
Part des investissements dans le PIB du Territoire palestinien occupé (%)	9,5	2,7	-71,6
Taux de chômage (%)	34,8	52	49,4
Taux de pauvreté (%)	39 (2007)	55,4 (2017)	42,1

Source : Bureau central palestinien de statistique.

B. Secteurs productifs les plus durement touchés

19. En plus des restrictions sévères imposées aux secteurs de l'agriculture et de la pêche, mentionnées ci-dessus, les secteurs de l'agriculture et de l'industrie manufacturière (biens marchands) ont également subi des restrictions sur les importations de technologies et de matières premières, qui ont limité leur capacité à se développer, à maintenir leur compétitivité et à créer des emplois. Certains engrais et divers pesticides courants figurent sur la liste israélienne des produits « à double usage ». De même, les intrants nécessaires à la production de base ont été sévèrement limités, car ils figurent également sur la liste.

20. La destruction des infrastructures à Gaza causée par le bouclage prolongé, les restrictions sévères en matière d'économie et de circulation et les vagues d'hostilités récurrentes ont eu de graves répercussions sur l'accès à l'électricité et à l'eau potable, ainsi que sur l'environnement. Les pénuries d'électricité ont sévèrement entravé des activités productives essentielles. En 2017 et 2018, la fourniture d'électricité était limitée à 4 à 6 heures par jour, et les pénuries ont continué à perturber la vie quotidienne et à entraver la fourniture des services essentiels²⁰. La disponibilité de l'électricité dans toute la bande de Gaza est passée d'environ 6 heures par jour en janvier 2018 à environ 11 heures en janvier 2020²¹. Toutefois, cela ne signifie pas qu'un ménage moyen à Gaza a accès à l'électricité pendant 11 heures par jour, car l'approvisionnement en électricité est insuffisant pour alimenter tous les ménages en même temps.

21. En conséquence, l'économie de Gaza a connu un retournement de tendance en matière d'industrialisation et d'agriculture. La part de l'agriculture et de l'industrie manufacturière dans l'économie régionale de Gaza est passée de 34 % en 1995 à 23 % en 2018 (voir fig. 3 ci-dessous), tandis que leur contribution à l'emploi est passée de 26 % à 12 %. Cela soulève une grave préoccupation liée au développement de l'économie de la bande de Gaza à l'avenir et à sa capacité de réaliser des économies d'échelle et de développer l'emploi.

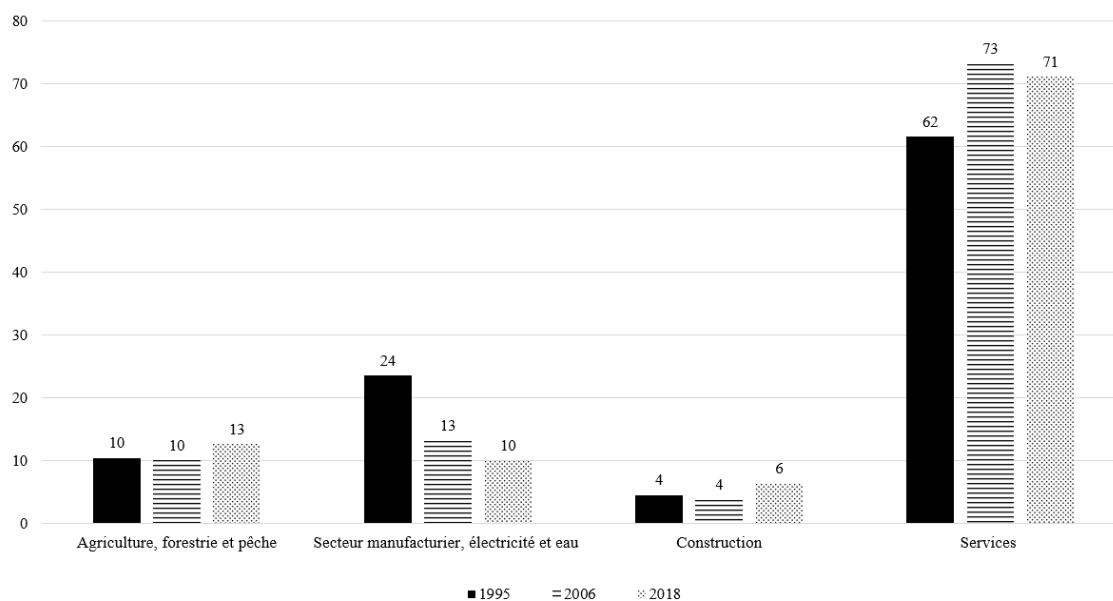
22. On trouvera à la section IV ci-dessous des précisions sur les effets du bouclage, des restrictions et des hostilités récurrentes à Gaza, mettant l'accent sur la manière dont la pauvreté s'est répandue et aggravée entre 2007 et 2017.

²⁰ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, « Occupied Palestinian Territory: 2019 Humanitarian needs overview », décembre 2018.

²¹ Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, base de données sur l'approvisionnement en électricité dans la bande de Gaza. Disponible à l'adresse suivante : www.ochaopt.org/page/gaza-strip-electricity-supply.

Figure 3
Structure sectorielle de l'économie régionale de Gaza (1995, 2006 et 2018)

(En pourcentage de l'économie régionale de Gaza)



IV. Incidence du bouclage, des restrictions et des hostilités récurrentes sur la pauvreté à Gaza

23. Dans la présente section, on retrace, à l'aide des enquêtes et des données de recensement du Bureau central palestinien de statistique, la détérioration des conditions de vie et le recul du bien-être des ménages de Gaza entre 2007 et 2017²². Le coût du bouclage prolongé, des restrictions sévères de l'activité économique et de la circulation et des opérations militaires pour le peuple palestinien sera évalué à l'aune de l'incidence de la pauvreté et de l'écart de pauvreté²³. Cela permettra d'estimer l'augmentation, entre 2007 et 2017, des coûts minimaux qu'il faut supporter pour sortir tous les ménages de la pauvreté²⁴.

²² Voir www.pcbs.gov.ps/default.aspx.

²³ Par « incidence de la pauvreté », on entend la proportion de ménages qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ce concept ne permet pas de mesurer la pauvreté avec précision dans la mesure où il ne reflète pas l'ampleur du phénomène et renvoie indistinctement à tous les ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté, sans tenir compte du fait que le degré de pauvreté peut varier largement d'un ménage à l'autre. Par exemple, avec une telle mesure, on considérerait un ménage comme vivant en dessous du seuil de pauvreté que ses revenus soient inférieurs de 0,01 dollars ou de 100 dollars à ce seuil. La notion d'« écart de pauvreté » aide à remédier à ce manque de précision car elle permet de résumer la « distance » (en termes monétaires) qui sépare chaque ménage du seuil de pauvreté en attribuant une valeur de 1 à tous les ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté et une valeur de zéro à ceux vivant en dessus. Elle représente donc le pourcentage moyen du déficit des ménages par rapport au seuil de pauvreté. En ce qui concerne les deux hypothèses avancées précédemment, pour un seuil de pauvreté de 200 dollars, l'écart de pauvreté serait de $0,01 \div 200 = 0,00005$ dans le premier cas (un très petit nombre) et de $100 \div 200 = 0,5$ dans le second.

²⁴ Les mesures de pauvreté tiennent compte de toutes les aides gouvernementales et non gouvernementales accordées aux ménages, en espèces et en nature.

A. La pauvreté à Gaza entre 2007 et 2017²⁵

24. On trouvera dans les sections ci-après une analyse de l'évolution du niveau et du degré de pauvreté à Gaza entre 2007 et 2017, pour laquelle deux méthodes ont été appliquées : une fondée sur un échantillon de données d'enquête et une autre sur des données démographiques issues du recensement²⁶. L'analyse porte sur l'évolution de la pauvreté à Gaza, aussi bien dans le temps qu'en comparaison avec la Cisjordanie.

1. Méthode fondée sur des enquêtes

25. La méthode fondée sur des enquêtes utilise directement les données d'échantillon des enquêtes palestiniennes sur les dépenses et la consommation de 2007 et de 2017 pour calculer le rapport entre les dépenses totales par équivalent adulte et les caractéristiques des individus, des ménages et des lieux qui ressortent de ces enquêtes²⁷. Si l'on considère que le seuil de pauvreté se situe à 60 % de la médiane nationale des dépenses totales par équivalent adulte, comme le préconisent Eurostat et l'Union européenne, les seuils de pauvreté réels pour le Territoire palestinien occupé en 2007 et en 2017 sont respectivement de 123 et de 255 dollars (dollars des États-Unis constants de 2015) par mois²⁸.

26. Les données d'échantillon des deux enquêtes palestiniennes sur les dépenses et la consommation font apparaître une grave détérioration des conditions de vie des ménages à Gaza entre 2007 et 2017, la proportion de ménages vivant sous le seuil de pauvreté étant passée de 46,1 % à 64,4 % et l'écart de pauvreté, qui était de 15,9, ayant atteint 25,7 %.

2. Méthode de meilleure prévision empirique

27. L'une des limites des résultats susmentionnés est qu'ils sont fondés sur des échantillons relativement petits. Les faits nouveaux intervenus en matière de cartographie de la pauvreté et d'estimation à petite échelle permettent d'améliorer les méthodes fondées sur des enquêtes en utilisant à la fois des données d'enquête et des

²⁵ Une analyse plus détaillée de la pauvreté à Gaza est faite dans un document technique de la CNUCED qui doit être publié prochainement, sous le titre « The economic costs of the Israeli occupation for the Palestinian People: the impoverishment of Gaza under blockade » [Les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : l'appauvrissement de Gaza sous le blocus] (nous déconseillons l'utilisation du mot « blocus »).

²⁶ Les données détaillées utilisées dans l'analyse faite dans la présente section ont été communiquées par le Bureau central palestinien de statistique en réponse à une demande de la CNUCED. Elles proviennent des enquêtes palestiniennes sur les dépenses et la consommation de 2007 et de 2017, ainsi que du recensement palestinien de 2017, effectués par le Bureau. Les rapports sur les principaux résultats relatifs aux niveaux de vie en Palestine (dépenses, consommation et pauvreté) pour 2007 et 2017 sont disponibles aux adresses suivantes : www.pcbs.gov.ps/Downloads/book1474.pdf et www.pcbs.gov.ps/Downloads/book2368.pdf?date=7_5_2018. Voir également le rapport du Bureau intitulé *Preliminary Results of the Population, Housing and Establishments Census 2017* (Ramallah, 2018).

²⁷ Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale, l'« équivalent adulte » se définit comme suit : $[1 + (\text{nombre d'adultes} - 1) \times 0,8 + (\text{nombre d'enfants} \times 0,5)]$. Il convient de noter que la méthode de l'équivalent adulte permet mieux de tenir compte des sources d'hétérogénéité des ménages que la méthode « par habitant », et donne donc une image plus exacte de la pauvreté à Gaza. En effet, comme dans la plupart des pays en développement, les ménages de Gaza sont très hétérogènes et comptent un grand nombre d'enfants. Par exemple, les besoins de consommation d'un ménage de six adultes ne sont pas les mêmes que ceux d'un ménage composé de deux adultes et de quatre enfants.

²⁸ Voir https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Glossary:At-risk-of-poverty_rate/fr.

données de recensement²⁹. Le Territoire palestinien occupé est semblable à la plupart des pays dans la mesure où les données de recensement ne contiennent pas d'informations sur la consommation, les dépenses ou les revenus des ménages ou des individus. Cependant, les enquêtes palestiniennes sur les dépenses et la consommation et les recensements décennaux (2007 et 2017) permettent de recueillir des données sur un ensemble relativement large de variables communes, tels que le lieu (zone urbaine ou rurale, camp de réfugiés) ; les caractéristiques du (de la) chef de ménage (par exemple, le niveau d'éducation atteint) ; les caractéristiques démographiques du ménage ; la situation professionnelle et le secteur d'activité ; l'accès aux services de base, tels que l'eau, par l'intermédiaire des réseaux publics ; le logement et les actifs corporels des ménages.

28. Pour déterminer l'incidence de la pauvreté et le degré de pauvreté, la méthode de meilleure prévision empirique utilise une démarche en trois étapes : premièrement, on s'appuie sur les données de l'enquête palestinienne sur les dépenses et la consommation pour estimer les équations de régression statistique des dépenses du ménage par équivalent adulte, ainsi que les caractéristiques du ménage (les estimations faites sur la base de la méthode de meilleure prévision empirique sont présentées à l'annexe du présent rapport) ; deuxièmement, les coefficients estimés obtenus à partir des équations de régression sont combinés aux données du recensement (pour un nombre beaucoup plus important de ménages) pour déterminer le niveau de dépenses du ménage par équivalent adulte ; troisièmement, les valeurs relatives au niveau des ménages sont utilisées pour recalculer l'incidence de la pauvreté et le degré de pauvreté pour chaque année.

29. Les indicateurs de pauvreté pour 2007 et 2017 établis sur la base de la méthode de meilleure prévision empirique en suivant ces trois étapes sont présentés dans le tableau 2 ci-dessous, de même que ceux établis par la méthode fondée sur des enquêtes. L'incidence de la pauvreté en 2007 est de 40,1 %, un niveau inférieur aux 46 % obtenus en utilisant la méthode fondée sur des enquêtes. Elle est passée à 56 % en 2017, un pourcentage qui est certes inférieur aux 64,5 % obtenu par la méthode fondée sur des enquêtes mais qui fait toutefois apparaître une très forte augmentation au cours de la période de 10 ans. Parallèlement, l'écart de pauvreté à Gaza mesuré à l'aide de la méthode de meilleure prévision empirique est passé de 13,9 % à 19,9 % entre 2007 et 2017. Si l'ampleur est inférieure à celle montrée par la méthode fondée sur des enquêtes, elle demeure colossale.

Tableau 2

Gaza en 2007 et en 2017 : écart de pauvreté et incidence de la pauvreté (méthode fondée sur des enquêtes et méthode de meilleure prévision empirique)

Année	Incidence de la pauvreté		Écart de pauvreté	
	Méthode fondée sur des enquêtes	Méthode de meilleure prévision empirique	Méthode fondée sur des enquêtes	Méthode de meilleure prévision empirique
2007	0,4617	0,4007	0,1588	0,1395
2017	0,6447	0,5619	0,2574	0,1987

Source : Calculs de la CNUCED.

²⁹ Voir Chris Elbers, Jean O. Lanjouw et Peter Lanjouw, « Micro-level estimation of poverty and inequality », *Econometrica*, vol. 71, n° 1 (janvier 2003) et Isabel Molina, J.N.K. Rao et Gauri Sankar Datta, « Small area estimation under a Fay-Herriot model with preliminary testing for the presence of random area effects », *Survey Methodology*, vol. 41, n° 1 (juin 2015).

B. Estimation du coût, en termes de pauvreté, du bouclage, des restrictions et des hostilités récurrentes à Gaza

30. En s'appuyant sur l'analyse précédente, il est possible de calculer le montant du plus petit transfert forfaitaire annuel global qui sera nécessaire pour extraire tous les ménages de la pauvreté (c'est-à-dire le coût minimal de l'élimination de la pauvreté). Une comparaison entre 2007 et 2017 (années des deux derniers recensements) permet de mettre en évidence le coût, en termes de pauvreté, du bouclage prolongé et des restrictions sévères de l'activité économique et de la liberté de circulation, ainsi que des opérations militaires menées par la Puissance occupante. Ce coût est calculé comme suit :

Coût minimal de l'élimination de la pauvreté = écart de pauvreté × seuil de pauvreté × 12 mois × nombre d'équivalents adultes par ménage × nombre de ménages.

Sur la base de l'écart de pauvreté estimé grâce à la méthode de meilleure prévision empirique (voir le tableau 2 ci-dessus), les coûts réels minimaux de l'élimination de la pauvreté en dollars constants de 2015 à Gaza sont les suivants :

2007 : $0,1395 \times 123,7 \times 12 \times 4,49 \times 224848 = 209$ millions de dollars réels ;

2017 : $0,1987 \times 255,2 \times 12 \times 3,97 \times 347035 = 838$ millions de dollars réels.

31. Le coût annuel réel minimal de l'élimination de la pauvreté a quadruplé entre 2007 et 2017. L'écart de 629 millions de dollars (en dollars constants de 2015) qui existe entre ces années traduit le coût du bouclage prolongé, des restrictions sévères de l'activité économique et de la liberté de circulation, et des opérations militaires récurrentes en termes de pauvreté. Cet écart représente 22,3 % du PIB de Gaza, ou 4 % du PIB du Territoire palestinien occupé, en 2017. Cela témoigne de l'ampleur du coût de l'inversion des effets du bouclage israélien, des restrictions et des hostilités récurrentes sur les conditions de vie des ménages de Gaza.

32. L'analyse faite ci-dessus montre que Gaza a subi de lourdes conséquences économiques et environnementales et qu'elle a vu le bien-être de sa population gravement compromise. Toutefois, la question demeure de savoir ce qui se serait passé si Gaza n'avait connu ni bouclage, ni restrictions de l'activité économique et de la circulation ni opérations militaires. La section V ci-dessous porte sur cette question ; on y estime les pertes de production potentielle enregistrées entre 2007 et 2018.

V. Estimation du coût économique et du coût en termes de pauvreté du bouclage, des restrictions et des hostilités récurrentes (2007-2018)

A. Évaluation des conséquences du bouclage, des restrictions et des hostilités récurrentes

33. Des tentatives ont été faites pour évaluer les conséquences d'une ou deux des opérations militaires que Gaza a subies au cours des 10 années en question. Cependant, aucune tentative n'a été faite pour estimer le coût économique cumulé du bouclage israélien prolongé, des sévères restrictions de l'activité économique et de la circulation et des opérations militaires à Gaza. La présente section donne un bref aperçu des évaluations et des estimations précédentes du coût cumulé entre 2007 et 2018.

34. Le Fonds monétaire international estime que les dégâts causés par les frappes militaires menées par Israël en 2008 et en 2009 équivalent à plus de 60 % du stock de capital total de Gaza, tandis que ceux résultant des frappes de 2014 représentent 85 % du stock de capital qui existait après les frappes de 2008 et de 2009³⁰, et que les taux de croissance auraient pu être trois fois supérieurs aux taux réels si Gaza avait eu le même accès aux intrants de production que la Cisjordanie³¹.

35. La Banque mondiale indique qu'en 2014, au cours des 50 jours d'hostilités, Gaza a enregistré des pertes économiques de 460 millions de dollars³², et que la levée du bouclage pourrait générer une croissance cumulée supplémentaire de l'ordre de 32 % d'ici à 2025, tandis que la réduction de la liste des biens à double usage pourrait favoriser une croissance supplémentaire de 11 % d'ici la même année³³.

36. La CNUCED indique que le montant des pertes économiques directement liées à l'opération militaire de 50 jours qui a débuté en décembre 2008 se sont élevées à environ 2,5 milliards de dollars (voir TD/B/56/3). Elle estime également que la valeur des biens endommagés à Gaza à la suite des opérations militaires de 2012 et de 2014 se chiffre à plus de 2,7 milliards de dollars, et que, durant ces deux opérations, plus de 64 000 unités d'habitation et au moins 1 000 établissements industriels et commerciaux ont été totalement ou partiellement endommagés (voir TD/B/62/3).

37. Après l'opération militaire de 2014, l'Autorité palestinienne a estimé à 3,9 milliards de dollars le coût de la reconstruction et du relèvement de Gaza³⁴.

B. Estimation du coût économique du bouclage, des restrictions et des hostilités récurrentes (2007-2018)

38. L'endogénéité, le chevauchement des différents facteurs de causalité et les problèmes de mesure limitent les méthodes qui pourraient être utilisées pour estimer le coût que le bouclage prolongé et les restrictions sévères sur le plan de l'économie et de la circulation à Gaza, ainsi que les trois grandes opérations militaires qui ont eu lieu au cours de la période 2007-2018, entraînent pour le peuple palestinien. En outre, le coût du bouclage et des restrictions ne peut être mesuré séparément de celui des opérations militaires. Néanmoins, une estimation des trajectoires de croissance (scénarios) hypothétiques pour Gaza – ne faisant pas cas du bouclage, des restrictions et des opérations militaires – à partir de 2007 permet de se faire une idée des pertes économique (en PIB) en mesurant l'écart entre ces scénarios et les valeurs historiques du PIB.

39. Sur la base des tendances de croissance observées à Gaza avant 2007 et du lien entre les économies régionales de Gaza et de Cisjordanie, deux trajectoires de croissance hypothétiques (scénarios) ont été évaluées. Les valeurs historiques réelles de la performance économique de Gaza au cours de la période 2007-2018 sont utilisées comme scénario de référence pour estimer les pertes économiques potentielles. Dans le scénario 1, on suppose que l'économie de Gaza suit sa propre trajectoire de croissance historique moyenne pour la période 1995-2006 et qu'elle

³⁰ Fonds monétaire international, « West Bank and Gaza: report to the Ad Hoc Liaison Committee » (31 août).

³¹ FMI, « West Bank and Gaza: report to the Ad Hoc Liaison Committee », 6 septembre.

³² Banque mondiale, « Economic monitoring report to the Ad Hoc Liaison Committee », 27 mai 2015.

³³ Banque mondiale, *Unlocking the Trade Potential of the Palestinian Economy: Immediate Measures and a Long-Term Vision to Improve Palestinian Trade and Economic Outcomes*, rapport n° ACS22471 (Washington, 2017).

³⁴ État de Palestine, Comité ministériel pour la reconstruction de Gaza, *Detailed Needs Assessment (DNA) and Recovery Framework for Gaza Reconstruction* (2015).

continue de croître de 3,7 % par an à partir de 2007. Dans le scénario 2, on présume que, après 2007, la part de Gaza dans l'économie du Territoire palestinien occupé reste la même qu'en 2006. Cela revient à supposer que Gaza a connu le même taux de croissance que la Cisjordanie, c'est-à-dire 6,6 % par an, au cours de la période d'évaluation (2007-2018).

40. Comme le montre le tableau 3 ci-dessous, le scénario 1 suggère que le PIB réel annuel de Gaza aurait été, en moyenne, supérieur de 23,3 % au niveau de référence, et que les pertes économiques (en termes de PIB) cumulées pour la période 2007-2018 pourraient atteindre 7,8 milliards de dollars (dollars constants de 2015), soit 50 % du PIB palestinien en 2018. Le scénario 2 indique que le PIB de Gaza aurait pu être, en moyenne, 50 % plus élevé que le niveau de référence, et que les pertes économiques (en termes de PIB) cumulées pour la période pourraient se chiffrer à 16,7 milliards de dollars (dollars constants de 2015), soit 107 % du PIB palestinien en 2018.

41. Quant au PIB réel par habitant (voir la figure 4 ci-dessous), on estime dans le scénario 1 qu'il aurait pu atteindre 2 153 dollars (dollars constants de 2015) en 2018, soit 46,7 % (695 dollars) de plus que le niveau de référence. Selon le scénario 2, le PIB réel par habitant aurait pu atteindre 2 997 dollars en 2018, soit 1 539 dollars (105,5 %) de plus que le niveau réel enregistré cette année-là.

Tableau 3

Bande de Gaza : estimation des pertes de PIB réel dans deux scénarios

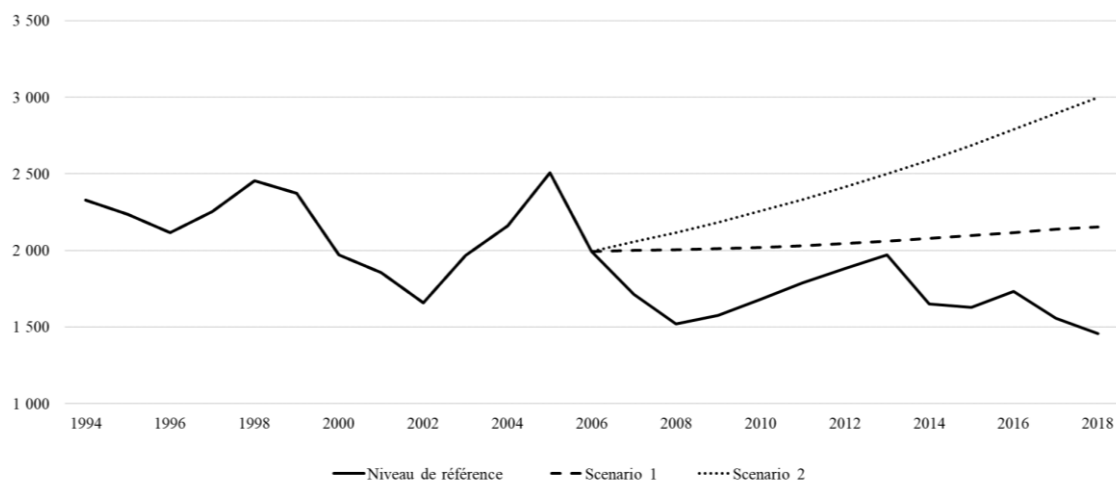
(En millions de dollars constants de 2015)

<i>Année</i>	<i>Scénario de référence</i>	<i>Scénario 1</i>	<i>Écart</i>	<i>Écart en pourcentage</i>	<i>Scénario 2</i>	<i>Écart</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
2007	2 393	2 790	397	16,6	2 868	475	19,9
2008	2 197	2 894	697	31,7	3 058	861	39,2
2009	2 351	3 001	650	27,6	3 260	909	38,7
2010	2 586	3 112	526	20,3	3 475	888	34,4
2011	2 841	3 227	386	13,6	3 704	864	30,4
2012	3 077	3 346	270	8,8	3 949	872	28,3
2013	3 321	3 470	150	4,5	4 209	889	26,8
2014	2 861	3 599	738	25,8	4 487	1 626	56,8
2015	2 900	3 732	832	28,7	4 783	1 883	64,9
2016	3 165	3 870	705	22,3	5 099	1 934	61,1
2017	2 921	4 013	1 092	37,4	5 435	2 514	86,1
2018	2 819	4 161	1 343	47,6	5 794	2 975	105,5
Total	33 431	41 215	7 784	23,3	50 121	16 690	49,9

Source : Calculs de la CNUCED.

Figure 4
Bande de Gaza : estimation des pertes de PIB réel dans deux scénarios

(En dollars constants de 2015)



42. Les pertes de PIB potentiel dans les deux scénarios hypothétiques sont considérables, car elles indiquent que le PIB par habitant aurait pu être nettement plus élevé qu'il ne l'est actuellement. Toutefois, il convient de souligner que dans les deux scénarios, on suppose des taux de croissance sous l'occupation. En d'autres termes, on présume que toutes les restrictions imposées par l'occupation à Gaza et en Cisjordanie restent en place, la seule différence étant le bouclage prolongé et les sévères restrictions de l'activité économique et de la circulation, ainsi que les trois grandes opérations militaires. En outre, le scénario 2 est plus pertinent car il montre que, si le bouclage et les restrictions n'avaient pas existé et si ces opérations militaires n'avaient pas eu lieu, il n'y aurait eu aucune raison valable d'empêcher l'économie régionale de Gaza de conserver sa part dans l'économie palestinienne. Par conséquent, les estimations présentées ici sont en deçà de la réalité et sont incomplètes car elles ne tiennent pas compte du coût total de l'occupation israélienne pour les Palestiniens de Gaza. Au contraire, elles ne mettent en évidence que le coût économique résultant du bouclage prolongé, des restrictions sévères à l'activité économique et à la liberté de circulation et des opérations militaires à Gaza pendant la période 2007-2018.

43. Il importe également de souligner que les estimations ne prennent pas en considération les autres coûts occasionnés par opérations militaires israéliennes, tels que la destruction des infrastructures, des unités d'habitation et des établissements commerciaux. Il va sans dire que la reconstruction qui a suivi a coûté des milliards de dollars au peuple palestinien et à la communauté internationale.

44. La réalisation du potentiel économique de Gaza – grâce à des mesures comme la construction d'aéroports et de ports, la levée de toutes les restrictions à l'accès et à la circulation, la garantie d'un accès total à l'eau et à l'électricité, et l'utilisation du pétrole et du gaz naturel au large des côtes de Gaza – aurait un impact bien plus important que les estimations susmentionnées³⁵.

³⁵ Dans *The Economic Costs of the Israeli Occupation for the Palestinian People: The Unrealized Oil and Natural Gas Potential* (publication des Nations Unies, n° de vente E.19.II.D.10), il est indiqué que les pertes subies par le peuple palestinien en raison du déni du droit qui est le sien d'exploiter ses ressources naturelles (le gaz et le pétrole) pourraient se chiffer à des milliards de dollars.

C. Incidence des coûts économiques du bouclage, des restrictions et des hostilités récurrentes sur la pauvreté à Gaza

45. Dans la présente section, on étend l'analyse des deux scénarios hypothétiques faite ci-dessus aux données relatives aux ménages afin de déterminer leur incidence sur la pauvreté. L'outil utilisé à cette fin est la courbe d'incidence de la croissance³⁶.

46. Les courbes d'incidence de la croissance sont un moyen transparent de comprendre les changements qui surviennent dans la répartition des dépenses des ménages au fil du temps. Si le taux de croissance moyen des dépenses des ménages sur une période déterminée est une donnée utile, il ne fournit aucune information sur la manière dont les différentes catégories de ménages ont bénéficié (ou non) de l'augmentation des dépenses moyennes. Par exemple, considérons deux catégories de ménages : ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et ceux qui vivent au-dessus. Si la croissance est favorable aux pauvres, une augmentation moyenne donnée des dépenses des ménages par équivalent adulte devrait profiter davantage aux ménages pauvres qu'aux ménages non pauvres ; l'effet contraire se produit si la croissance n'est pas favorable aux pauvres. La courbe fait ressortir ce lien pour chaque quantile de la répartition de la population : l'abscisse représente chaque quantile ; et l'ordonnée mesure la variation en pourcentage des dépenses totales des ménages de chaque quantile sur la période considérée.

47. La courbe d'incidence de la croissance estimée pour le Territoire palestinien occupé pour la période 2007-2017 est présentée dans la figure 5. La ligne horizontale continue de la figure représente le taux de croissance moyen des dépenses des ménages par équivalent adulte. Tout quantile de la population qui a bénéficié de plus que la moyenne se trouvera au-dessus de cette ligne horizontale ; tout quantile de la population qui a bénéficié de moins que la moyenne se trouvera au-dessous de la ligne horizontale. La croissance favorable aux pauvres correspond, graphiquement, à une courbe qui se situe au-dessus du niveau moyen de croissance pour les quantiles inférieurs de la répartition des dépenses et en dessous pour les quantiles supérieurs, ce qui donne une courbe en pente descendante. Comme l'indique la pente de la courbe de la figure 5, la croissance économique dans le Territoire palestinien occupé a été largement favorable aux pauvres. Les plus pauvres des pauvres, c'est-à-dire ceux qui se trouvent à l'extrême gauche de la courbe, semblent avoir été plus favorisés que le reste de la population.

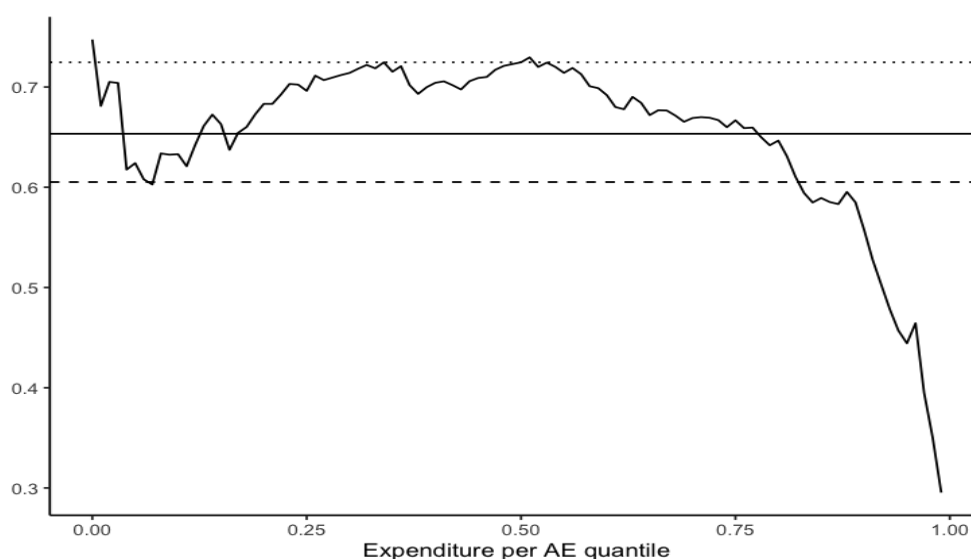
48. Les taux de croissance économique estimés pour les scénarios 1 et 2 dans la section précédente supposent l'existence de niveaux de PIB réel par habitant différents au cours de la période considérée. Le PIB réel par habitant en 2017 pour le scénario 1 et le scénario 2 aurait été supérieur de 37,4 % et de 86,1 %, respectivement, au PIB effectif. Dans cette analyse, il est supposé que le niveau moyen des dépenses par équivalent adulte aurait suivi les augmentations du PIB par habitant dans les deux scénarios, mais que la valeur de ces augmentations aurait été répartie entre les différents ménages d'une manière proportionnelle à leur emplacement sur la courbe d'incidence de la croissance de la figure 5³⁷. Une fois que les valeurs hypothétiques des dépenses des ménages par équivalent adulte établies, la méthode directe (c'est-à-

³⁶ La courbe d'incidence de la croissance a été présentée pour la première fois dans Martin Ravallion et Shaohua Chen, « Measuring pro-poor growth », *Economics Letters*, vol. 78, n° 1 (janvier 2003).

³⁷ Par exemple, selon la courbe d'incidence de la croissance dans le Territoire palestinien occupé, un ménage qui se trouve dans le vingt-quatrième percentile aurait vu ses dépenses augmenter de 70,2 % par équivalent adulte entre 2007 et 2017. L'augmentation moyenne des dépenses des ménages par équivalent adulte étant égale à 65,33 %, ce ménage se verrait alors attribuer une augmentation des dépenses par équivalent adulte de $(70,24 \div 65,33) \times 37,4$ % dans le scénario 1 et de $(70,24 \div 65,33) \times 86,1$ % dans le scénario 2.

dire celle fondée sur des enquêtes) et la méthode de meilleure prévision empirique décrites ci-dessus sont appliquées, tout en maintenant le seuil de pauvreté à son niveau mensuel réel en 2017, à savoir 255 dollars (dollars constants de 2015) par équivalent adulte.

Figure 5
Territoire palestinien occupé : courbe d'incidence de la croissance (2007-2017)
(Variation en pourcentage des dépenses totales des ménages)



Notes : la ligne horizontale continue qui se trouve dans la partie supérieure de la figure représente le taux de croissance moyen, la ligne en pointillés la croissance moyenne et la ligne discontinue la croissance médiane.

Expenditure per AE quantile = Dépenses par quantile d'E.A.

Abréviation : E.A. = équivalent adulte.

Tableau 4
Estimation de la pauvreté à Gaza en 2017 dans deux scénarios

Année	Incidence de la pauvreté		Écart de pauvreté	
	Méthode fondée sur des enquêtes	Méthode de meilleure prévision empirique	Méthode fondée sur des enquêtes	Méthode de meilleure prévision empirique
2017 – taux réel*	0,6447	0,5619	0,2574	0,1987
Scénario 1	0,4021	0,3512	0,1391	0,1188
Scénario 2	0,1680	0,1499	0,0365	0,0426

* Données reprises de la ligne 2 du tableau 2.

49. Les résultats énoncés dans le tableau 4 représentent une autre façon de mettre en évidence le coût du bouclage prolongé et des hostilités récurrentes, qui font partie du coût global de l'occupation, d'un point de vue microéconomique. Le scénario 1, fondé sur la méthode de meilleure prévision empirique, montre une diminution du taux de pauvreté, qui est passé de 56,2 % à 35,1 %, tandis que le scénario 2 laisse apparaître une réduction encore plus importante (à 15 %). Parallèlement, l'écart de pauvreté est passé de 19,9 % à 11,9 % dans le scénario 1, et à 4,3 % dans le scénario 2. Le coût annuel total minimal de l'élimination de la pauvreté étant directement

proportionnel à l'écart de pauvreté, ces résultats indiquent que dans le scénario 1 ce coût aurait été réduit de moitié, tandis que dans le scénario 2, il ne l'aurait été que d'un cinquième.

VI. Conclusion et recommandations

50. Le fardeau de plus en plus lourd que représente la pauvreté à Gaza appelle une réponse immédiate. La croissance économique devrait être rétablie et la trajectoire économique devrait être libérée du bouclage prolongé, des restrictions sévères à l'activité économique et à la liberté de circulation et des destructions qui en découlent. La CNUCED recommande à la communauté internationale, à Israël et à l'État de Palestine de prendre en considération ce qui suit :

a) Ce n'est qu'en levant complètement ce bouclage israélien incapacitant, conformément à la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité, que l'on pourra espérer endiguer durablement la crise humanitaire. En outre, les tirs aveugles de roquettes et d'obus de mortier contre des centres de population civile israéliens sont interdits par le droit international humanitaire, et les militants palestiniens doivent mettre fin immédiatement à cette pratique. Gaza devrait être autorisée à commercer librement avec le reste du Territoire palestinien occupé, ainsi qu'avec les marchés arabes et mondiaux voisins, et la liberté de circulation devrait être rétablie en ce qui concerne les affaires, les soins médicaux, l'éducation, les loisirs et le regroupement familial.

b) La priorité devrait être accordée à la reconstruction des infrastructures et des édifices publics et privés, à la restauration des capacités de production de Gaza et à la construction et à l'exploitation des aéroports et des ports ;

c) Il faudrait résoudre la crise de l'électricité en réhabilitant et en modernisant la centrale électrique de Gaza et en veillant à ce qu'elle dispose du combustible nécessaire pour pouvoir fonctionner à plein régime, ainsi qu'en construisant une installation de dessalement de l'eau pour garantir l'approvisionnement en eau propre de la population ;

d) L'État de Palestine devrait être autorisé à exploiter les gisements de gaz naturel en mer découverts dans les années 1990 dans la zone située au large des côtes de Gaza. Comme l'a précisé la CNUCED, cela lui permettrait d'obtenir les ressources nécessaires à la réhabilitation, à la reconstruction et au redressement de l'économie locale de Gaza³⁸.

51. En outre, étant donné l'écart grandissant qui existe entre les conditions de vie à Gaza et en Cisjordanie, il est essentiel que les importants efforts de réconciliation intrapalestinienne menés par les Égyptiens se poursuivent. L'Organisation des Nations Unies soutient fermement les efforts de l'Égypte à cet égard, et le Secrétaire général demande à toutes les factions palestiniennes de redoubler d'efforts pour assurer la réunification de Gaza et de la Cisjordanie occupée sous un gouvernement national démocratique unique. Gaza est et doit rester une partie intégrante d'un futur État palestinien dans le cadre d'une solution à deux États. Il est grand temps de la réintégrer politiquement, administrativement, fiscalement, économiquement et socialement, y compris Jérusalem-Est. La communauté internationale peut jouer un rôle primordial à cet égard.

52. L'aide humanitaire et économique ne saurait se substituer aux droits politiques ou au statut d'État. L'Organisation des Nations Unies maintient la position qu'elle

³⁸ *The Economic Costs of the Israeli Occupation for the Palestinian People: The Unrealized Oil and Natural Gas Potential* (publication des Nations Unies, n° de vente E.19.II.D.10)

défend de longue date, à savoir qu'on ne parviendra à une paix durable et globale qu'en négociant une solution des deux États. Le Secrétaire général continuera de veiller à ce que l'ONU œuvre en faveur de la création d'un État palestinien d'un seul tenant, indépendant, démocratique, souverain et viable, vivant côte à côte avec Israël, dans la paix et la sécurité, avec Jérusalem pour capitale des deux États.

Annexe

Estimations fondées sur la méthode de meilleure prévision empirique

1. La première étape de la méthode de meilleure prévision empirique consiste à estimer la relation statistique qui lie les dépenses des ménages par équivalent adulte aux caractéristiques observables du ménage, lorsque celles-ci sont disponibles à la fois dans les données du recensement et dans celles issues de l'enquête sur les ménages. Le tableau ci-dessous montre les résultats de la régression des dépenses logarithmiques par équivalent adulte (en dollars constants de 2015) sur l'ensemble des co-variables standard, au niveau national. Afin de maximiser la comparabilité entre les indicateurs synthétiques de revenu qui seront établis à partir des données du recensement et les coefficients estimés, un ensemble de co-variables communes aux deux enquêtes par sondage a été maintenu dans les deux régressions pour 2007 et 2017.

2. Il existe deux différences dans l'ensemble de co-variables pour les régressions de 2007 et de 2017 : a) la possession d'un téléphone portable, qui n'apparaissait pas dans le questionnaire de 2007 ; b) l'accès à l'électricité, qui était un problème en 2007 mais ne l'était plus en 2017 (il convient de noter que l'accès à l'électricité ne tient pas compte de la disponibilité effective ou non de l'électricité, la deuxième hypothèse étant le plus souvent vraie à Gaza).

3. Les résultats de la régression présentés dans le tableau font apparaître plusieurs caractéristiques intéressantes. Premièrement, l'écart entre les ménages de Gaza et de Cisjordanie est considérable : les dépenses par équivalent adulte pour un ménage de Gaza sont inférieures de 44,1 % et de 43,2 % à celles d'un ménage de Cisjordanie pour 2007 et 2017, respectivement. Deuxièmement, le niveau d'éducation du chef de ménage reste un déterminant important des dépenses. Troisièmement, la situation professionnelle du ménage est un déterminant essentiel de ses dépenses. En Israël, par exemple, l'exercice d'un emploi est associé à des dépenses plus élevées de 21,3 % et de 16,3 % par équivalent adulte en 2007 et 2017, respectivement. Cependant, les emplois qui existent en Israël ne sont pas accessibles à la main-d'œuvre de Gaza, ce qui accentue l'écart en matière de bien-être entre Gaza et la Cisjordanie. Quatrièmement, les caractéristiques du logement du ménage, et de ses actifs, sont fortement associées à ses dépenses par équivalent adulte.

Résultats de la régression : déterminants des dépenses mensuelles réelles par équivalent adulte

	<i>Enquête palestinienne sur les dépenses et la consommation de 2007</i>	<i>Enquête palestinienne sur les dépenses et la consommation de 2017</i>
Ordonnée à l'origine	5,254 (0,276) ***	5,722 (0,097) ***
Lieu (la Cisjordanie et les zones urbaines sont les catégories de référence)		
Bande de Gaza	-0,441 (0,043) ***	-0,432 (0,026) ***
Zones rurales	-0,059 (0,043)	-0,051 (0,019) **
Camp	-0,043 (0,051)	-0,015 (0,029)
Caractéristiques du (de la) chef de ménage		
Chef femme	-0,041 (0,063)	-0,015 (0,031)
Situation matrimoniale du (de la) chef	0,098 (0,131)	0,041 (0,058)
Niveau d'éducation du (de la) chef	0,099 (0,038) **	0,066 (0,019) ***

	<i>Enquête palestinienne sur les dépenses et la consommation de 2007</i>	<i>Enquête palestinienne sur les dépenses et la consommation de 2017</i>
Statut de réfugié	-0,067 (0,039)	-0,033 (0,019)
Assurance	0,039 (0,046)	0,013 (0,023)
Caractéristiques démographiques du ménage		
Nombre de femmes	-0,070 (0,012) ***	-0,092 (0,008) ***
Nombre d'hommes	-0,041 (0,014) **	-0,068 (0,008) ***
Nombre d'adultes de sexe masculin	-0,003 (0,015)	0,014 (0,009)
Nombre d'adultes de sexe féminin	0,016 (0,021)	-0,001 (0,012)
Secteur d'activité (les services sont la catégorie de référence)		
Agriculture	-0,095 (0,058)	-0,069 (0,036)
Bâtiment	-0,037 (0,053)	-0,025 (0,027)
Secteur industriel	-0,108 (0,056)	-0,027 (0,030)
Situation professionnelle		
Nombre de membres du ménage actifs	0,081 (0,019) ***	0,052 (0,011) ***
Emploi en Israël	0,213 (0,058) ***	0,163 (0,027) ***
Emploi dans le secteur public national	-0,006 (0,048)	0,106 (0,025) ***
Accès aux services de base		
Accès au réseau public de distribution d'eau	-0,169 (0,058) **	-0,160 (0,027) ***
Accès à l'électricité	-0,027 (0,161)	
Raccordement au réseau d'égouts	0,129 (0,041) **	-0,028 (0,021)
Caractéristiques du logement		
Propriété du logement	-0,264 (0,049) ***	-0,052 (0,022) *
Le logement est une villa	0,138 (0,160)	0,221 (0,104) *
Nombre de chambres	-0,030 (0,018)	-0,008 (0,009)
Nombre de chambres par adulte	0,236 (0,047) ***	0,120 (0,019) ***
La principale source de chauffage est le diesel	-0,115 (0,095)	0,241 (0,179)
Biens du ménage		
Voiture	0,246 (0,040) ***	0,380 (0,020) ***
Réfrigérateur	0,133 (0,083)	0,080 (0,052)
Chauffe-eau	0,093 (0,038) *	0,091 (0,017) ***
Chauffage central	0,300 (0,127) *	0,028 (0,081)
Aspirateur	0,103 (0,043) *	0,080 (0,020) ***
Cuisinière	-0,061 (0,191)	0,026 (0,030)
Machine à laver	0,034 (0,067)	-0,054 (0,017) **
Bibliothèque familiale	0,171 (0,041) ***	0,087 (0,026) ***
Téléviseur	-0,001 (0,085)	0,168 (0,019) ***
Ligne téléphonique	0,173 (0,038) ***	0,066 (0,019) ***
Antenne parabolique	0,208 (0,044) ***	0,067 (0,026) *
Ordinateur	0,164 (0,038) ***	0,073 (0,019) ***
Téléphone portable		0,220 (0,025) ***

	<i>Enquête palestinienne sur les dépenses et la consommation de 2007</i>	<i>Enquête palestinienne sur les dépenses et la consommation de 2017</i>
R ²	0,522	0,552
Nombre d'observations	1 223	3 720
Erreur quadratique moyenne	0,541	0,485

Note : Les erreurs-types sont entre parenthèses. *** $p < 0,001$, ** $p < 0,01$, * $p < 0,05$.

Abréviation : R^2 = proportion de la variation d'une variable dépendante qui est expliquée par une variable indépendante.
